

CONFÉRENCE DÉBAT POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION

16 mai à 18 h 30 à Valence

Grande salle de réunion Maison des Syndicats (p 6)

Editorial

Le rôle irremplaçable de l'Humanité !

Fabien Gay, directeur de l'Humanité, sénateur communiste de la Seine-Saint-Denis sera à Portes-lès-Valence dimanche 15 juin à l'occasion de la fête des Allobroges. Ce sera un rendez-vous important dans un contexte où le pluralisme de la presse est de plus en plus remis en cause par des magnats de la presse qui propriétaires de grands titres mettent leurs carnets de chèques au service de l'idéologie libérale.

Dans son éditorial du 28 avril 1904, Jean Jaurès écrivait, « *c'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde* ». En 121 ans, l'Humanité n'a pas pris une ride. Le journal continue de porter un autre regard sur l'information, d'ouvrir les consciences citoyennes à d'autres possibles, d'ouvrir des alternatives au système de pensée dominant. Nous ne perdons jamais de vue que la garantie de l'indépendance de l'Humanité, c'est de contribuer au pluralisme des idées. C'est un engagement qui renforce l'ambition de rester un journal indépendant des forces de l'argent. Jean Jaurès indiquait à l'époque : « *Faire vivre un grand journal, sans qu'il soit à la merci d'autres groupes d'affaires est un problème difficile mais pas insoluble* ».

On peut considérer que l'engagement des milliers de lecteurs et d'amis du journal est la meilleure garantie pour l'indépendance des titres. Bien évidemment, nous conservons notre identité, notre marque de fabrique, celle d'être un journal communiste, un outil à la réflexion, aux luttes sociales et écologiques pour faire progresser l'émancipation humaine.

Bien que la situation du journal s'améliore, elle reste fragile comme le précisera Fabien Gay, son directeur, à Portes-lès-Valence. L'Humanité résiste et n'est pas tombée entre les mains des oligarques. Elle n'appartient à personne si ce n'est aux lectrices et lecteurs qui nous soutiennent. Notre modèle économique est donc fragile d'autant plus que contrairement à d'autres médias, nous sommes exclus des publicités publiques ou gouvernementales, ce qui nous prive de ressources financières.

C'est pourquoi il ne faut pas baisser les bras et poursuivre toujours plus les activités de promotion de l'Humanité auprès des acteurs du monde du travail, des militantes et militants des défenseurs de la Paix, des grandes causes contemporaines. La Société des Lectrices et Lecteurs de l'Humanité agit en ce sens (S2LH) et assume son statut historique de premier actionnaire citoyen du journal.

Pierre Trapier

S2LH Drôme

Diffuseur de l'Humanité magazine

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le Fil l'action syndicale
- p.3 Actualités
- p.4-6 Campagne, Emploi, Industrie

*« Le Pape est mort, un nouveau Pape est appelé à régner. Araignée !
Quel drôle de nom, pourquoi pas libellule ou papillon ? »*

Jacques Prévert

Premier mai en Ardèche et Drôme 12 manifestations



à Pierrelatte



à Valence



Montélimar, le PCF lors de la séquence stands et musique organisée par le Collectif de Lutte Montilien qui a suivi la manifestation.



A Privas



A Annonay, avec la JC en tête de cortège...

FAIRE FRONT CONTRE LE RACISME

L'omniprésence des discours racistes, en particulier le racisme anti-musulman qui envahit le débat public, renforce les rapports racistes à autrui et les passages à l'acte, impactant toutes les minorités qui subissent le racisme. Le climat raciste encouragé par le gouvernement et une grande partie des médias doit toutes et tous nous alerter. Les différentes formes de racisme ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais au contraire articulées dans leurs différences même.

Le meurtre d'Aboubakar Cissé, dans la mosquée de la Grand-Combe, n'est pas un fait divers quelconque. Le meurtrier s'est filmé en déversant sa haine contre les musulmans. Cette haine est savamment entretenue depuis de très nombreuses années. Ce que la droite et l'extrême droite disent aujourd'hui ressemble beaucoup à ce qu'on disait des Juifs depuis le début du siècle dernier. Lorsque le capitalisme est en crise, le musulman devient le bouc émissaire de tout ce qui ne fonctionne pas dans notre société. Les Juifs ont connu cette stigmatisation quand l'anti-judaïsme chrétien s'est transformé en antisémitisme racial. Ils étaient alors pour les antisémites des « parias inassimilables ». On ne savait pas à l'époque à quoi mènerait ce racisme. On ne sait pas aujourd'hui à quoi mènera le racisme anti-musulman.

Il y a contre les musulmans la suite de tout ce qui n'a pas été dit sur le colonialisme français : les villages

incendiés, les ratonnades, la gégène, puis la défaite en Algérie, les fusillés du Thiaroye, les massacres du 17 Octobre 1961...

Le patronat est allé chercher les immigrés des anciens pays colonisés pour disposer d'une main d'œuvre corvéable à merci. Les discriminations au travail, au logement, à l'éducation ont subsisté pour leurs descendants.

À écouter Cnews et autres médias inféodés à Bolloré, spécialisés dans le racisme décomplexé et la criminalisation systématique des musulmans, le mythe du « grand remplacement » s'est propagé. Les déclarations du ministre Retailleau sont à sens unique et quotidiennement relayées, car elles récupèrent les déclarations du Rassemblement national et installent la France dans une dérive où les discours haineux minent tout ce qui relève de l'égalité, de la justice sociale, de la fraternité. Le racisme n'est plus seulement un outil de division, il est devenu la colonne vertébrale d'un projet politique. C'est ce type de recomposition politique qu'a connu notre pays autour du pétainisme dans les années 1930, en désignant la figure du Juif comme menace existentielle. C'est le retour de l'ennemi de l'intérieur.

Dans notre combat communiste, nous devons plus que jamais rejeter le racisme anti-musulman comme l'anti-sémitisme et toutes les formes de racisme.

Pierre Trapier

80 ans de la sécurité sociale et 65 ans de déconstruction d'une conquête sociale essentielle !

Commémorer c'est bien, alerter et mobiliser, c'est urgent.

La sécurité sociale trouve ses fondements dans les luttes des années 30 et la composante sociale de la résistance à laquelle les communistes ont pris une part essentielle. À la libération, le patronat, qui avait utilisé la collaboration pour remettre en cause les acquis de 36 (baisse des salaires nominaux de 15 % de 1940 à 1945 !), n'était pas en position de force.

La grande crise systémique, suraccumulation, crise financière et boursière dévastatrice des années 30, a fait baisser l'influence des économistes néo classiques. En Europe, le système français a été précédé par le système Bismarckien Allemand avec des bases professionnelles (1880/90) et le plan anglais d'État Beveridge (1942), d'inspiration keynésienne.

Mais le système français est singulier. IL combine un financement conséquent par la cotisation sociale avec une ambition d'universalité et d'unité et surtout des droits nouveaux pour les travailleurs à l'entreprise comme dans la gestion de la sécurité sociale, issues du CNR. Il représente ainsi une marche dans le processus de libération du travailleur vis à vis du capital. En récupérant, à la source, une part du profit capitaliste sous forme de salaire socialisé et une part de la décision, le travailleur obtient la garantie de conserver sa couverture sociale lorsqu'il change d'emploi. À l'inverse, les systèmes Anglais et Allemands, même s'ils apportent une certaine sécurisation sociale aux travailleurs, ne constituent pas une telle ouverture.

Si un minimum de protection sociale est indispensable au capital pour lui assurer la disposition d'une force de travail renouvelée ainsi que des débouchés, ce qui a été démontré par « les trente glorieuses » point trop n'en faut et il n'accepte pas d'y laisser une partie de son pouvoir et de ses profits. Les enjeux sont considérables, la sécurité sociale c'est le 1/4 du PIB.

La stratégie du capital a été multiple et a évolué avec ses besoins, ses crises successives, sa concentration internationale et sa financiarisation. Elle a consisté à :

- ◆ Résister à la généralisation du système, puis utiliser ses propres crises et pour obtenir une pression sur les salaires et les cotisations jusqu'à créer des déficits qui sont instrumentalisés, avec la crise des années 70, pour faire accepter des reculs.
- ◆ Reprendre le pouvoir sur la gestion du système (Décret du 12 mai 60, Ordonnances de 1967). Étatiser par un processus continu (plan Juppé 1996, loi HPST 2009) privant ainsi le financeur, la sécurité sociale, de tout pouvoirs sur la couverture des besoins sociaux.

À partir du moment où le verrou démocratique saute, le capital peut agir avec plus d'efficacité.

- ◆ Réduire la part de la cotisation sociale au nom de « la baisse du coût du travail » avec la création de la CSG en 1991 avec Rocard (!), laquelle ne va pas cesser de progresser dans une continuité de politiques antisociales :

Résultat : la part « employeurs » dans le financement qui était d'environ 50 % est devenue minoritaire, elle ne représente plus que 30 % actuellement et un transfert massif (plus de 100 milliards annuels) de la charge du financement, du capital vers le travail (salariés, pensionnés), a été réalisé.

Ont suivi : La réduction de l'accès aux soins (dépassements d'honoraires, reculs de prise en charge, fermetures de lits à l'hôpital), la réduction de l'offre médicale par le numerus clausus, la privatisation galopante du système et désormais la financiarisation qui a ouvert le « marché » à des fonds d'investissements internationaux non-professionnels de santé ou médico-sociaux qui viennent juste y trouver un profit considérable (jusqu'à 23 % voire 30 %) prélevé sur les fonds publics et socialisés au détriment de la réponse aux besoins.

Le capital financier récupère ainsi une part non-négligeable de ce qu'il appelle les « charges sociales ».

La stratégie patronale multiple mise en place avec l'aide de gouvernement successifs a considérablement transformé notre système de sécurité sociale.

La situation actuelle n'est pas l'aboutissement final de cette volonté et les projets évoqués lors des présentations des dernières lois de financement de « remise à plat du modèle social » doivent nous alerter. Un des derniers principes du système mis en place en 1945 qui demeure, bien que largement écorné, la solidarité, pourrait bien être à son tour l'objet de nouvelles contre-réformes destructrices, à commencer par les retraites...

L'hystérie guerrière actuelle est suffisamment couplée dans le langage gouvernemental avec la « nécessité de la baisse des dépenses sociales » pour que tous les assurés sociaux se mettent dès maintenant en ordre de bataille pour défendre leur « sécu » (À SUIVRE !)

Nicole Grenier-Mérico

5 mai Débat à l'initiative de la section PCF de Montélimar Pas d'écologie sans industrie !

Cette soirée, annoncée depuis plusieurs semaines, se tenait dans le cadre de la campagne du PCF portant sur l'emploi, la formation, une nouvelle industrialisation et le développement des services publics. Elle a rassemblé 50 personnes, salle Saint-Martin à Montélimar.



Le maire de Montélimar, Julien Cornillet, est venu saluer le débat sur un dossier sensible.

Bob Faresse a souhaité la bienvenue à tous les présents en soulignant que le titre de la conférence a pu paraître à certains paradoxal, mais la réalité, c'est que notre pays a perdu en 20 ans la moitié de ses usines et est derrière l'Italie en pourcentage du PIB industriel.

La sidérurgie est une nouvelle fois en danger. La fermeture de Vencorex avec ses conséquences en cascade dans le secteur de la chimie, sociales, environnementales comme en termes de souveraineté industrielle de la France est un symbole fort. Si les politiques locaux se sont mobilisés, le gouvernement Bayrou, lui est insensible. Le PCF essaye de mobiliser l'opinion.

L'intervenant Sébastien Elka, rédacteur en chef adjoint de la revue Progressistes, co-rédacteur du Plan de décarbonation du PCF Empreinte 2050 et responsable de la Commission Révolution Numérique du PCF, a posé en quelques mots le problème auquel nous sommes aujourd'hui confrontés :

Certes, l'industrie représente une exploitation importante de la nature et on a tendance à les opposer, mais si un peu d'écologie éloigne de l'industrie beaucoup d'écologie y ramène. En effet, nous sommes dans une société de taille industrielle complexe qui nécessite beaucoup de déplacements, d'équipements, de coopération. Si une partie de l'écologie politique se positionne sur une démarche de retour en arrière, il faut mesurer ce que ça veut dire. Tout retour en arrière est inégalitaire, il pèse d'abord sur les moins riches.

Il faut donc être capable de proposer un autre chemin qui allie progrès humain et protection de l'environnement pour une voie écologique acceptable, c'est une nécessité vitale pour l'humanité. Pour conjuguer cela, on a besoin de combiner écologie et industrie, mais le capitalisme libéralisé en est incapable.

Sébastien Elka a présenté le plan de décarbonation pour 2050 proposé par le PCF à l'automne 2023 qui devra connaître une version 2 à la fin de 2025. Il a rappelé que les progrès de la vie humaine passent par l'électrification. Marcel Paul, ministre communiste, avait créé EDF pour assurer l'égalité territoriale et la stabilité d'un réseau électrique de qualité.

Il a proposé ensuite à la salle un échange sous la forme de questions/réponses qui ont concerné de nombreux sujets, emploi et écologie, quelle réindustrialisation (jusqu'où ?), comment permettre le développement des pays du sud, quelle baisse de la consommation, quid des voitures électriques, quelle place pour les renouvelables intermittents (éolien solaire) etc.

Pour un compte rendu plus complet, demander par mail à : ngmerico@orange.fr

Constat d'étonnement.

Me voilà depuis peu installé dans le secteur du Tricastin, à 2 pas de la centrale nucléaire du même nom et du plus puissant barrage hydroélectrique de France, 2 fleurons industriels de ce que notre pays est encore capable de faire, quoique. Mon 1^{er} étonnement est de voir 3 énormes éoliennes entachant le paysage, leur fonctionnement est aléatoire, au gré des vents. De plus, l'héliotropisme aidant, un grand nombre d'installations photovoltaïques sont présentes, du simple panneau à des surfaces impressionnantes sur les toits, les parkings et en plein champs.

Pourquoi tant d'ENR par ici ? Manquerait-on d'électricité ? Pourtant les besoins locaux ne représentent qu'une très faible part de la production des 2 principales usines de production d'électricité.

Outre leur aspect déplaisant dans le décor, on sait que ces ENR ont une proportion élevée de béton, acier, terre et matériaux rares en rapport avec une production d'électricité faible. La planète ne va pas aimer.

Le plus souvent, ces ENR produisent peu quand les besoins sont élevés, et beaucoup quand la demande est faible. Dans le premier cas, les 2 usines pilotables alimentent selon les besoins, donc pas de problèmes, sauf que ces unités industrielles sont plutôt conçues pour produire en continu une grande quantité d'énergie, et non fluctuer en compensation des aléas ENR. Les vrais ennuis commencent pour les réseaux de transport et de distribution quand les ENR produisent au-delà du nécessaire, il faut alors réguler, évacuer les excédents, même en payant pour que d'autres nous en débarrassent. Les prix négatifs sont ainsi devenus monnaie courante sur le marché de l'électricité. Ce serait risible si, au bout du compte, l'humble consommateur n'en faisait pas les frais au travers de sa facture. C'est même dramatique quand cet excédent de production conduit à faire disjoncter tout un pays.

Malgré des inconvénients majeurs, le libéralisme et l'écologisme agissent de concert pour donner une image positive à ces ENR qu'il est mal venu de critiquer. De plus, cela contribue à la confusion politique, car on retrouve des discours similaires, ou complémentaires, à Droite comme à Gauche.

Le droit à l'autoproduction d'électricité n'est pas contestable, même si celui-ci n'est pas donné à tout le monde, il faut de la surface, donc des moyens pour se l'offrir. Avec l'obligation d'achat et la CSPE, l'humble consommateur paie l'installation ENR d'autrui. À son détriment, le plus modeste offre au plus nanti le moyen de s'enrichir, un capitalisme banalisé. En outre, l'autarcie pose des questions philosophiques : avoir son propre puit, un potager, un poulailler, un clapier, et une production d'électricité, présentent des avantages économiques indéniables, mais aussi des contraintes permanentes et chronophages, laissant moins de place aux loisirs, à la vie sociale et aux activités librement choisies. Un isolement, un repli sur soi en se soustrayant des réseaux eau, électricité, gaz et alimentaire. C'est aussi une façon de rompre des liens humains, de nier la société, son utilité, son efficacité et sa fonction émancipatrice. Mais chacun doit rester libre de vivre la vie souhaitée.

Les panneaux photovoltaïques installés au-dessus des grands parkings, notamment d'hyper-marché permettent de garer nos voitures à l'ombre. Un avantage appréciable en été, non ? Oui, mais on peut bien mieux faire, en ayant une ombre plus fraîche, et utile. Planter des arbres aurait un avantage considérable : la captation du CO₂, mais ça, c'est juste bon pour la planète, pas pour faire des profits.

Nous sommes tous bien d'accord, l'éolien et le photovoltaïque ne sont pas un problème en soi, bien au contraire, ils peuvent être utilisés judicieusement dans de nombreuses situations bien précises. Seule, la politique d'exploitation massive avec la volonté de profusion de ces outils est très contestable, car elle pose plus de problèmes qu'elle n'en règle.

Jean-Luc Fargier

LE 16 MAI, ON EN EST !

Comme vous le savez sans doute, le vendredi 16 mai se tiendra à Valence à 18 h 30, **grande** salle de réunion de la maison des syndicats, rue G. Bizet, une conférence débat sur l'Emploi et la Formation en tant que leviers d'une relance nécessaire de l'industrie et des services publics dans notre département comme dans l'ensemble du pays. Cette initiative prend place dans la campagne nationale lancée par le PCF lors de sa conférence nationale de fin 2024.



CONFÉRENCE-DÉBAT

En Campagne pour l'Emploi et la Formation dans l'Industrie et les Services publics

Vendredi 16 mai, maison des syndicats à Valence

Déroulé

Arrivée 18 h00
Accueil à 18 h 30 Por-Jean-Luc Fargier (Eclaireur PCF 26)

Table Industrie :

- Intervention de Séverine Dejoux : FNIC-CGT Militante de la lutte des Vercors.
- Jérôme Buisson : représentant CGT de Transmaterne Romans.
- Sandrine Martorana : représentante FO de Clergerie Romans.
- Valérie Chavant : représentante CGC de Clergerie Romans.
- Véronique Butez : représentante CGT de Domus Valencis.

Débat avec la salle

Intervention de Gaëlle Morvan ED-CGT-26 : les voix d'une Alternative (sécurité sociale professionnelle).

Table Services publics :

- Cécile Abonnenc Délégué CGT SNCF secteur Valence.
- Catherine Duchoy responsable CGE Hôpital de Montélimar.
- Thierry Giraud, responsable CGE HDN.
- FSU éducation nationale, assurée par une représentante.

Intervention de Jean-Marc Durand PCF Drôme : résister et construire, moyens et possibilités.

Débat avec la salle :

Appel commun aux salarié.e.s de la Drôme... validation

Les interventions seront d'une durée de 5 à 7 minutes, elles feront un état des lieux et avanceront des propositions. Les échanges avec la salle sont de 3 fois 20 minutes.

L'ouverture de la soirée : 5 minutes. L'intro de Séverine, et les points de Gaëlle et Jean-Marc seront de 12 minutes chacun.

Dans un contexte de casse industrielle massive et de rationnement sans précédent des services publics, il est urgent à la fois de résister et de proposer une alternative qui à partir d'objectifs écologiques et sociaux, permette de reprendre le chemin d'une croissance saine et durable sans laquelle de nombreuses missions sociales et publiques risquent de manquer cruellement de financements.

Ce débat, nous voulons le porter haut et fort dans l'ensemble de la population. Les divers.e.s intervenant.e.s qui témoigneront de leur vécu dans leur entreprise qu'elle soit publique ou privée, offriront à chacune et à chacun la possibilité de donner son avis et d'exprimer ses attentes. Pour clore cette initiative, le projet d'un appel à l'ensemble des salariés du département sera mis en débat. Merci d'avance de votre participation.

Jean Marc Durand

La Fête de notre journal et de la Fédération départementale du PCF se tiendra cette année à Portes-lès-Valence le dimanche 15 juin

Espace des cheminots CGT - rue du 19 mars 1962.

Elle sera centrée sur la Sécurité Sociale et les 120 ans du journal l'HUMANITÉ avec à 14 h l'intervention de Fabien Gay, sénateur et directeur du journal l'Humanité.

Notre camarade, Jean-Marie MIALLY, nous a quittés.

La Fédération du PCF et le Comité de rédaction des Allobroges présentent à Geneviève, son épouse, et à toute sa famille ses plus sincères condoléances.